

CENTRE DE REEDUCATION DE COUBERT
Route de Liverdy – 77170 COUBERT
SYSTEME DE SECURITE INCENDIE

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

POUR LA REALISATION DE TRAVAUX

1. Généralités.....	3
Objet des travaux	3
2. Classement de l'établissement.....	3
3. Règlementation applicable	3
4. Obligation de résultats et conditions générales.....	3
Obligation de résultat	3
Liste des plans et documents	4
Documents à remettre	4
A l'appui de l'offre l'entreprise devra transmettre :	4
Avant le démarrage des travaux	5
Avant la réception des travaux.....	5
Exécution des travaux.....	5
5. Responsabilité générale.....	6
5.1 Garantie d'exploitation	6
5.2 Période de garantie.....	6
5.3 Réception et essais	6
5.4 Généralités	6
5.5 Essais et mise en service.....	6
5.6 Contrôle des installations	7
6. Travaux	7
6.1. Descriptif de l'existant	7
6.2. Consistance des travaux à exécuter.....	7

1. Généralités


Objet des travaux

Le démantèlement de la détection automatique d'incendie commune aux bâtiments FC et FA
L'extension du SSI central sis au PCS de sécurité, vers les bâtiments FC et FA.

2. Classement de l'établissement

L'établissement est classé ERP du type U avec des activités de types N-L-X de la 3^{ème} catégorie
La nature des travaux ne modifie pas le classement de l'établissement

3. Réglementation applicable

-  Toutes les installations décrites seront conformes à la réglementation en vigueur, à savoir :
- Arrêté du 25 juin 1980 dispositions générales applicables à tous les ERP
 - Dispositions particulières applicables aux ERP du type U-N-L-X du premier groupe.

4. Obligation de résultats et conditions générales

Obligation de résultat

Le marché passé avec l'entreprise titulaire du lot unique est un Marché avec engagement d'Obligation de résultats.
L'obligation de résultats s'impose à l'Entrepreneur même si cela le conduit à modifier, renforcer ou adapter certaines données du descriptif. L'Entrepreneur prévoit donc dans sa soumission tous les travaux nécessaires pour assurer l'achèvement complet des ouvrages qui concernent son lot sans qu'il puisse prétendre à aucune majoration du prix forfaitaire pour raison d'omission dans les plans, descriptions ou annexes. Le fait de devoir la pose entraîne la fourniture et le raccordement si nécessaire du matériel demandé.
Il lui appartient donc de signaler en temps utile, et obligatoirement avant l'exécution, les omissions, les imprécisions ou les contradictions qu'il ait pu relever dans les documents fournis et de demander les éclaircissements nécessaires.

En conséquence, le soumissionnaire ne peut se prévaloir d'aucune erreur ou omission susceptible d'être relevée dans les pièces du marché, pour refuser l'exécution des travaux nécessaires au complet achèvement des installations en ordre de fonctionnement, pour prétendre ultérieurement à des suppléments au montant de sa soumission ou pour justifier un mauvais fonctionnement.

L'Entrepreneur débutera les travaux d'installation dès qu'il en aura reçu l'ordre écrit et les poursuivra sans interruption jusqu'à achèvement. Il se rapportera au calendrier contractuel, et au planning pour d'autres dates utiles au déroulement du chantier.

L'Entrepreneur ne pourra, en cours d'exécution des travaux, apporter des modifications à son projet, sans y être autorisé par écrit par le Maître d'Œuvre. En cas de contradiction, les documents administratifs du marché prévalent sur les documents techniques, et les documents particuliers prévalent sur les documents généraux.


Liste des plans et documents

- Le présent C.C.T.P.
- Les plans des zones du SSI
- Le cahier des charges fonctionnelles du SSI

Documents à remettre

A l'appui de l'offre l'entreprise devra transmettre :

- Le devis descriptif du matériel proposé,
- Un quantitatif estimatif détaillé.
- Les références des matériels et matériaux proposés – certificats d'associativité
- Les limites de prestations, sans pour autant faire usage de la formule « tout matériel et travaux non explicitement précisés ou définis »
- L'attestation de qualification telle que celle exigée dans les dispositions de l'article MS.58
- L'engagement à utiliser, dans le respect de la déontologie de la profession, les outils de programmation qui lui seront transmis par le Maître d'Ouvrage.

 **Omissions :** Toutes omissions dans la proposition retenue, d'ouvrages inclus explicitement dans le présent document, ne dispenseront nullement l'entrepreneur de l'exécution de ces travaux. A fortiori, il est inutile de présenter un projet technique excluant délibérément certains ouvrages, soit parce qu'ils s'éloignent de l'activité habituelle de l'entreprise à l'intérieur de son corps de métier, soit parce qu'ils lui sont étrangers. Toutefois, les entreprises pourront présenter, en annexe à leur proposition de base, toutes variantes qu'elles jugeraient intéressantes pour l'économie du projet. Le fait de remettre une proposition ou de signer le marché, indique leur acceptation sans aucune réserve par l'entrepreneur et aucune réclamation ne sera acceptée, 8 jours après l'envoi à l'entreprise de l'ordre de service restant sans réserve.

Avant le démarrage des travaux

- Les plans d'implantation,
- La liste des matériels utilisés,
- Les plans des réservations, percements, socles, etc.,
- Les dispositions particulières concernant le passage du matériel et de son stockage éventuel pendant le chantier, les protections incendies et acoustiques,
- Un planning détaillé de ses interventions et de ses besoins,
- Les plans de détails d'exécution du présent lot,

Nota : Les plans du BET excluent l'indication de tous accessoires et détails pouvant être demandés. Toutes les non - concordances trouvées sur divers plans ou en entre les plans et les documents écrits ou entre les plans et l'exécution, seront portés rapidement à la connaissance du Maître d'Oeuvre pour une décision. L'entrepreneur se conformera à cette décision sans aucune plus-value pour le Maître d'ouvrage.

Avant la réception des travaux

En fin de chantier l'entrepreneur remettra au Maître d'ouvrage en 2 exemplaires papiers et support informatique :

- Les plans de tous les niveaux indiquant la position exacte des ouvrages exécutés,
- Les certificats de conformités des installations,
- Une notice de fonctionnement, d'entretien et d'utilisation des matériels installés, ainsi que les certificats de garantie si nécessaire
- Les fiches d'autocontrôles des matériels installés et ou modifiés et raccordés

Exécution des travaux

Obligation de l'entreprise :

- Respecter les directives et planification de la MOE en charge de l'exécution des travaux
- Suivre scrupuleusement le planning des travaux, et se conformer aux consignes données par le Maître d'ouvrage.
- Interdiction à l'accès à tous les locaux occupés ou supposés l'être sans l'autorisation de la Direction ou des Cadres de Santé
- Prévoir toutes les protections nécessaires pour éviter toutes détériorations.
- Evacuer les gravats chaque jour, les circulations devront toujours rester propres.
- Mettre en œuvre les moyens permettant de minimiser :

- Le bruit
- La poussière
- Les écoulements d'eau pour le percement des planchers
- L'exposition des personnes à des risques éventuels

Nota : Les travaux exécutés à la lumière artificielle dans l'embarras, à grande hauteur, ou autres travaux ne donneront lieu à aucune plus-value et seront considérés comme exécutés dans des conditions normales.

***L'entrepreneur s'engage à n'effectuer aucune coupure de l'alimentation électrique de quelque installation que ce soit
Sans l'autorisation expresse du Directeur des Services Techniques.***

5. Responsabilité générale

5.1 Garantie d'exploitation

L'entreprise garantie que l'installation réalisée correspond bien à tous les règlements et lois en vigueur. Elle s'oblige à mettre l'installation en service, ainsi que toutes les modifications et mises au point si l'exploitation révélait une non-concordance susceptible de nuire à la bonne économie du système et au confort des usagers.

5.2 Période de garantie

La période de garantie portera sur 2 années à compter de la date de réception, conformément à la loi n° 78.12 du 4 janvier 1978. Cette période pourra être prolongée tant que les essais de fonctionnement n'auront pas été observés.

5.3 Réception et essais

5.4 Généralités

Ce chapitre ne constitue pas une liste limitative des contrôles et essais à effectuer.

5.5 Essais et mise en service

Les essais seront recommencés tant que satisfaction ne sera pas donnée. Dans ce cas l'entreprise devra le personnel nécessaire et prendra à sa charge les frais occasionnés.

L'entreprise devra fournir les appareils de mesure et de contrôle nécessaires aux essais.

5.6 Contrôle des installations

Il sera procédé par l'entreprise en présence de l'organisme agréé du Maître d'ouvrage aux mesures d'isolement de l'installation et à la parfaite conformité des équipements techniques.

Avant toute réception de l'installation il sera procédé, en présence du Maître d'ouvrage ou de son représentant aux essais et aux contrôles de bon fonctionnement de l'installation, après remise des fiches d'autocontrôles réalisées par l'installateur.

6. Travaux

6.1. Descriptif de l'existant

- BATIMENTS FC ET FA
- Il existe un SSI de catégorie A de marque CHUBB CENTRALE ENERGIE
- Détection automatique d'incendie – Déclencheurs manuels
- Télécommande : Compartimentage – Désenfumage – Evacuation

6.2. Consistance des travaux à exécuter

Les travaux dans les Bâtiments FC et FA consistent :

- A démanteler toute la détection automatique d'incendie et les déclencheurs manuels et diffuseurs sonores
- A équiper les bâtiments FC et FA d'un SSI de catégorie A avec un équipement d'alarme de type 1 avec diffusion de l'Alarme Générale Sélective.
- A déconnecter les asservissements existants
 - Désenfumage – compartimentage – Evacuation
- A poser :
 - Les détecteurs automatiques d'incendie
 - Les déclencheurs manuels
 - Les indicateurs d'action
 - Les flashes lumineux dans les sanitaires
 - Les déclencheurs manuels verts de déverrouillage des issues de secours

- A câbler depuis le SDI de marque DEF sis au PC de Sécurité :
 - Les détecteurs automatiques d'incendie
 - Les déclencheurs manuels
 - Les indicateurs d'action
 - A câbler depuis le CMSI de marque DEF sis au OC de Sécurité :
 - Les télécommandes des DAS désenfumage jusqu'au coffrets de relayage existants
 - Les télécommandes des DAS de compartimentage, Clapets coupe-feu – Portes coupe-feu -Non-stop ascenseur
 - Les flashes lumineux des sanitaires
 - Les diffuseurs sonores AGS
 - A raccorder :
 - Tous les éléments du SDI
 - Tous les éléments du CMSI
 - A créer et programmer selon les critères définis dans le Cahier des Charges Fonctionnelles du SSI :
 - Les zones de détection automatiques d'incendie
 - Les zones de détection manuelles
 - Les zones de compartimentage
 - Les zones de désenfumage
 - La zone de diffusion de l'alarme
 - A fournir un DOE pour mise à jour du dossier d'identité du SSI existant.
-